

## Comptes rendus bibliographiques

Philippe JARNOUX, *Les bourgeois et la terre. Fortunes et stratégies foncières à Rennes au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Presses universitaires de Rennes, 1996, 405 p. in-8°.

Capitale de la Bretagne, Rennes a déjà, dans le cadre de la province, fait l'objet de nombreuses recherches, particulièrement pour le XVIII<sup>e</sup> siècle si riche en archives. Mais si la noblesse, le clergé et l'administration ont retenu l'attention des chercheurs, il ne semble pas qu'on se soit intéressé à l'étude de la bourgeoisie, la mal connue avant la crise révolutionnaire. Voici donc un ouvrage bien venu qui, par l'observation de l'activité des bourgeois et de leur attirance pour la terre, analyse les structures sociales de la ville et de ses campagnes voisines.

À travers le prisme rennais des rapports ville-campagne – dans une zone de trente à quarante kilomètres autour de la ville – l'auteur met l'accent sur le problème spécifique de la propriété des terres et l'attitude de la bourgeoisie. Il définit ses activités professionnelles, sa place dans l'ensemble de la population de la ville, ses structures hiérarchiques, son cadre de vie. Pour beaucoup de familles de robins, Rennes peut apparaître comme le couronnement d'une carrière réussie ; pour nombre de marchands et de négociants, les alliances familiales avec des magistrats, des officiers, des hommes de loi rennais confèrent un prestige social que les fortunes du commerce n'apportent pas toujours.

L'ouvrage s'ouvre par un bien utile chapitre méthodologique et une étude des sources. À partir de la *capitation* est dressée une stratigraphie sociale retenant deux catégories d'individus : d'une part ceux qui paient 20 livres de capitation et plus, d'autre part ceux qui paient de 15 à 20 livres, cela afin de définir la masse d'individus qu'on peut considérer comme riches et constituant la bourgeoisie, hiérarchisation quelque peu différente de celle adoptée naguère par Jean Meyer dans son *Histoire de Rennes*. L'étude des structures agraires et foncières est possible grâce aux états de revenus établis pour le *dixième* de 1735, aux déclarations et rôles du *vingtième* de 1751 et aux registres du *centième* denier dont sont exploitées les années 1775 à 1780.

L'analyse de la capitation confirme l'appauvrissement de la ville à la suite de l'incendie de 1720. Les avocats et procureurs ne regagnent leur

capitation moyenne de 1719 qu'en 1767 et les rentiers demeureront pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle au-dessous de la leur. Par contre le commerce et l'artisanat retrouvent dès 1739 leur situation d'avant l'incendie. L'auteur rappelle à juste titre que les mesures de reconstruction ont transformé les 699 parcelles existantes en 183 unités nouvelles et que les ouvriers et la petite et moyenne bourgeoisie sont les grands perdants de cette concentration de la propriété urbaine. Il note avec curiosité la multiplicité, au début du siècle, des offices fiscaux dont les fonctions ne sont pas toujours bien définies : directeur et contrôleur des droits de bourgeoisie, directeur et contrôleur des faux nobles, directeur des îles et îlots, directeur du contrôle des perruques... Dans la seconde moitié du siècle, il y a sans aucun doute un développement du négoce rennais après la période difficile de reconstruction. Alors qu'en 1709 justice et offices représentent 57,5 % de la bourgeoisie et que les commerçants n'atteignent que 27,5 %, en 1788 les deux groupes constituent chacun 42 % du total de la bourgeoisie. Mais si les riches robins sont devenus moins nombreux, ils restent toutefois plus riches que les commerçants et négociants. Et pourtant c'est par le négoce qu'on s'enrichit et c'est le négoce qui permet l'acquisition de portions de maisons urbaines, de boutiques, de mansardes avant qu'on ne devienne, tardivement, propriétaire de beaux appartements pour s'y loger. Acquéreur de fermes et de «retenues», bien enrichi et bien établi, le négociant se tourne alors vers le monde judiciaire où il prend femme. C'est là l'aboutissement d'un processus bien connu à Rennes et ailleurs.

Si l'on aborde le problème de la mobilité sociale, on constate une évolution importante au regard de l'origine géographique des conjoints. En 1710, 81 % des conjoints sont Rennais d'origine alors qu'en 1788 ces mêmes Rennais ne représentent plus que 40 % de l'ensemble. Parallèlement les conjoints originaires des deux diocèses de Rennes et Saint-Malo passent de 10 % à 40 % et les époux venant du reste de la Bretagne et de France de 6,8 % à 19,1 %. La catégorie sociale la plus stable est la fonction judiciaire car elle apparaît comme l'aboutissement d'une ascension sociale définitive. À l'opposé l'artisanat est la catégorie la plus mobile.

La propriété immobilière n'est pas perçue comme absolument nécessaire ; les bourgeois propriétaires n'habitent pas obligatoirement les maisons qu'ils possèdent. En ville, comme à la campagne, la propriété n'est pas seulement une source de revenus, elle est aussi une affirmation de prestige, et l'on préfère habiter les beaux quartiers de la ville reconstruite tout en étant propriétaire ailleurs. L'image d'une certaine bourgeoisie mobile, dans la manière bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle, n'est pas encore de mise à Rennes au XVIII<sup>e</sup> siècle. D'ailleurs le patrimoine immobilier n'est pas indispensable à la richesse puisque 51,3 % des plus riches roturiers, payant plus de 50 livres de capitation, n'en ont pas. La répartition générale de la population selon les quartiers indique bien les divisions internes à Rennes.

La noblesse est surtout présente dans la ville haute, le clergé n'est vraiment mal loti que dans les faubourgs du sud, alors que la bourgeoisie est deux fois plus présente au nord qu'au sud de la Vilaine où les classes populaires conservent une part importante de la propriété. N'oublions pas que si les nobles sont plus riches, ils sont aussi moins nombreux et leur fortune n'est pas essentiellement citadine et encore moins rennaise. Localement la puissance nobiliaire et parlementaire se fait sentir, il est vrai, par le fait du quotidien et l'arrogance hautaine de certains, mais les 800 à 1 000 familles bourgeoisés pèsent d'un poids considérable sur le fonctionnement économique de la ville, sur les fluctuations de ses activités et de ses marchés.

La seconde partie du travail de Philippe Jarnoux est consacrée aux relations des bourgeois rennais avec le territoire qui entoure la ville, le pays qui anime celle-ci et qui la nourrit. Le long de la dizaine de grands chemins qui sortent de Rennes, maisons, auberges et fermes se suivent ; plus loin et souvent sur de simples chemins ruraux au-delà des faubourgs de la ville, à deux et trois kilomètres de celle-ci, se dresse une couronne de petits villages totalement ruraux et presque exclusivement agricoles. L'habitat péri-urbain se caractérise alors par l'abondance des maisons de campagne ou «retenues» des citadins : on en compte plus de 250 éparpillées dans les sept paroisses rurales de Rennes. Elles n'ont certes pas la splendeur des «malouinières» ou des «folies» nantaises, mais elles relèvent du même phénomène social. C'est dans ces grosses maisons rurales à la construction soignée qu'on se retire pendant l'été, pour quelques jours ou quelques semaines. On n'hésite pas d'ailleurs à parcourir quelques kilomètres, même à pied, pour se reposer, surveiller la récolte et les bâtiments ou s'occuper du ravitaillement habituel en légumes, beurre et... cidre.

Pour la bourgeoisie rennaise, la possession d'un domaine foncier rural, comme d'un habitat urbain, est bien, à travers la «retenue» et ses jardins et vergers, un élément d'un certain mode de vie, une façon d'envisager sa vie quotidienne et de marquer sa position sociale ; elle est aussi un placement économique. Le domaine se constitue soit par achat d'une exploitation groupée, rendu difficile par suite de la micro-propiété parcellaire générale dans l'évêché de Rennes, soit plus souvent par achat ou échange de parcelles en vue de constituer un ensemble. Le maintien d'une agriculture traditionnelle avec des outils et des méthodes séculaires ne permet guère l'évolution des productions et des rendements. Mais la stabilité des exploitants et leur bonne entente relative avec les propriétaires facilitent l'augmentation régulière des baux et donc du revenu. Bon nombre de Rennais d'ailleurs acquièrent plusieurs exploitations dans la même région et cela permet aux propriétaires citadins d'apparaître localement comme de gros propriétaires et leur confèrent une position particulière dans le monde rural.

Dans un rayon de 15 à 20 kilomètres de la ville, les Rennais possèdent plus de 10 % des terres. Au-delà, jusqu'à Janzé ou Vieux-Vy, on estime la

propriété rennais de 5 à 10 %. À proximité immédiate de la ville les transactions des Rennais représentent à la fin du siècle 50 % de la valeur totale des échanges. On constate d'ailleurs à cette époque un triple mouvement de concentration : concentration du nombre de propriétaires moins nombreux, concentration dans l'espace dans les paroisses proches de Rennes, concentration sur les grosses exploitations aux dépens des petites terres isolées.

Le livre, bien écrit se lit avec agrément. Enrichi par une abondante analyse statistique, il est accompagné de nombreuses cartes et graphiques, parfois malheureusement peu lisibles<sup>1</sup>. On eût pu souhaiter, à côté de cette approche statistique, une approche plus humaine de ces bourgeois rennais. Quelques rares noms apparaissent au fil des pages<sup>2</sup>. Mais la plupart des individus et des familles sont des anonymes qu'on aimerait mieux connaître individuellement. Cela n'enlève rien à la valeur de l'ouvrage, car nous sommes bien en présence d'un travail d'historien où des analyses multipliées et croisées ont permis d'aboutir à des synthèses nuancées – et plus riches que ce que j'ai pu en dire – tenant compte en conclusion des recherches extérieures à la ville de Rennes.

Jacques CHARPY

Daniel PICHOT, *Le Bas-Maine du x<sup>e</sup> au xiii<sup>e</sup> siècle : étude d'une société*. La Mayenne : Archéologie, Histoire, Supplément N° 7, Société d'archéologie et d'histoire de la Mayenne, Laval, 1995.

Il faut se féliciter de ce que, grâce à la politique éditoriale dynamique de la Société d'archéologie et d'histoire de la Mayenne, la thèse de doctorat de Daniel Pichot, soutenue en décembre 1992 devant l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, ait été éditée dans des délais restreints et dans une présentation remarquable qui ajoute à l'agrément de la lecture. En effet, à la clarté de l'écriture, l'auteur associe un sens pédagogique qui se manifeste,

<sup>1</sup> Je citerai par exemple le graphique de la page 43 où l'on distingue mal les diverses catégories de bourgeois ou la carte de la page 173 sur laquelle les hausses et les baisses des propriétés nobiliaires ne sont pas différenciées.

<sup>2</sup> Quelques informations concernant des bouchers p. 54, des orfèvres p. 56, des pauvres p. 290, les habitants de la rue Saint-Germain p. 54, de la rue Saint-Georges p. 56, de Bourges-Comptes p. 186 et 200, de Venefles p. 197, la famille Cohan teinturier p. 55, des exemples de grandes fortunes, Bigot du Chesnay, Biez du Rocher, Joseph et Marguerite Roullin et René Sarzeau p. 123 et 126, la famille Pinot de La Gaudinays p. 48, 125, 343, 354, Sébastien Barbarin père et fils blanconnier et apothicaire p. 233, la famille Herpin agriculteur puis marchand p. 327, les familles anoblies Baillon de Blancpignon, Léon de Tréverret et Béhenec de Bœuvres p. 65, Gardin et Desclos, p. 68 et 125.